

SABENA : ça redécolle?

La restructuration de la compagnie aérienne doit la sortir du tourbillon déficitaire. Mais le plan "Phoenix" la fera-t-elle voler vers des cieux plus cléments ? (Page 7)

24 francs
1ère année
n. 7
jeudi
14 février 1991

libertés

UNE AUTRE FAÇON DE LIRE VOTRE QUOTIDIEN

Exclusif

LE "CANARD" PASSE A TABLE

Pour la première fois, le commissaire de la Sûreté de l'Etat Christian Smets -dit le "canard" - accepte de s'expliquer, pour un organe de presse écrite. Son nom est associé aux affaires mystérieuses qui encombrant la justice: Westland New Post, incendie de "Pour", tueries du Brabant (pages 2 à 5).



Christian Smets, alias le "canard".

Photo André Letroy

Le rêve de d'Alembert... et de Bernard Debroux
(en page 13)

Big bisous

Bonne fête les amoureux. La Saint-Valentin, c'est aujourd'hui. L'amour, un art? Tel est l'avis d'une agence matrimoniale pas comme les autres. A Liège (page 11).

Gilles Perrault

L'auteur de "Notre ami le roi" est à Bruxelles ce soir. Portrait de l'homme par qui le scandale arrive (pages 18 et 19).

QI Tête noire.

Le grand feuilleton hypermédiatisé de la guerre du Golfe a aussi ses vedettes. Comme le général Schwarzkopf. Traduction: "Tête noire". Ce qui ne correspond pas vraiment à son physique de bon aryen et on ne nous... a rien épargné. Ses mensurations. Son QI. Assez inhabituel: 160 (le quotient intellectuel moyen - vous et moi - est de 100). Et c'est vrai qu'il pense, le grand homme. Il n'empêche: au Vietnam, à la Grenade, où ailleurs, il reste un militaire et un militaire, ça obéit.

Francis CHENOT

Exclusif

LE "CANARD" S'EXPLIQUE

En collaboration avec l'émission "Au nom de la Loi" (RTBF), "Libertés" publie la première interview de l'homme le plus décrié de la Sûreté de l'Etat : Christian Smets, alias le "canard".

"**Q**uand je vois toutes les accusations qu'on a lancées contre moi au cours de ces dernières années, je me dis que j'ai un dos très large. Cependant, il faut tout de même préciser que je ne suis l'objet d'aucune inculpation. Je suis la victime d'une stratégie concertée. Une tactique mise en oeuvre par des gens qui se livrent à des activités délictueuses et qui détournent volontairement l'attention sur la Sûreté de l'Etat pour échapper à la justice. On a tout fait pour me mettre dans une situation impossible qui m'oblige à devoir faire la preuve de mon innocence".

Le ton est donné. Christian Smets en a assez. Depuis sept ans, le nom de ce commissaire de la Sûreté de l'Etat est mis à toutes les sauces. Pêle-mêle, on a accusé ce fonctionnaire d'avoir eu des comportements coupables dans l'infiltration de la milice néo-nazie Westland New Post, entre 1980 et 1982; d'avoir mené des manipulations contestables autour et alentour du journal d'extrême-gauche "Pour", victime d'un attentat criminel en 1981, d'avoir monté un complot en coalition avec d'autres membres de la Sûreté de l'Etat afin de "descendre" politiquement, mais aussi par le biais du fisc, le baron Benoît de Bonvoisin; d'être impliqué indirectement dans l'affaire "Pinon" (enquête sur des "ballets roses" en brabant wallon); d'avoir entretenu des contacts suspects avec les anciens gendarmes Madani Bouhouche et "Bob" Beijer suspectés dans des dossiers présentant des liens avec les tueries du Brabant; d'être enfin, le "deus ex machina" d'une stratégie de la tension en Belgique.

A la suite des critiques de la commission d'enquête parle-

mentaire sur le banditisme et le terrorisme qui a remis ses conclusions en juin dernier, en raison aussi d'une information judiciaire ouverte à son encontre dans le cadre de la plainte du baron de Bonvoisin contre la Sûreté de l'Etat, Christian Smets a été suspendu de ses fonctions

par le ministre de la justice. Avec l'autorisation de Melchior Wathelet, celui qui fut surnommé le "canard" lors de l'enquête sur le WNP, a maintenant l'occasion de s'expliquer face aux questions de la presse. Un témoignage important, voire indispensable, recueilli par "Au

Nom de la Loi" et "Libertés" alors qu'aujourd'hui même, le tribunal correctionnel de Bruxelles, reprend ses débats sur l'affaire de Bonvoisin-PDG.

Dans cette édition de "Libertés", Christian Smets répond à toutes les questions relatives au Westland New Post.

Demain, nous publierons d'autres explications du "canard" et des révélations sur l'incendie du journal "Pour". Un dossier dans lequel apparaissent aussi les ombres de la Sûreté et du Westland New Post.

Une enquête de Michel BOUFFIQUX.



Christian Smets : "la Sûreté, bouc-émissaire..."

©André Leroy

Le dos qu'on a

Libertés révèle en 1983, à l'existence New Post, un renseignement anticommunisme l'époque "châl" néo-naz Au fil d'articles judiciaires pour constituer privée et attiré de l'Etat au QG mées belges nom sera en sieurs repris

On vous a i proche certains, voire complicité a clair, selon tains agents l'Etat, tels Massart, Est valier, qui i concurrence l'affaire du pas de l'infiltration faisaient, mais visez littéralement milice afin tous cas en ter des "cou

Christian Smets ne m pas. Comme l'ex-ministre Jean Gol au c du Westland légations c sonne provient lement des Westland New produire, ceu

Westland New Post

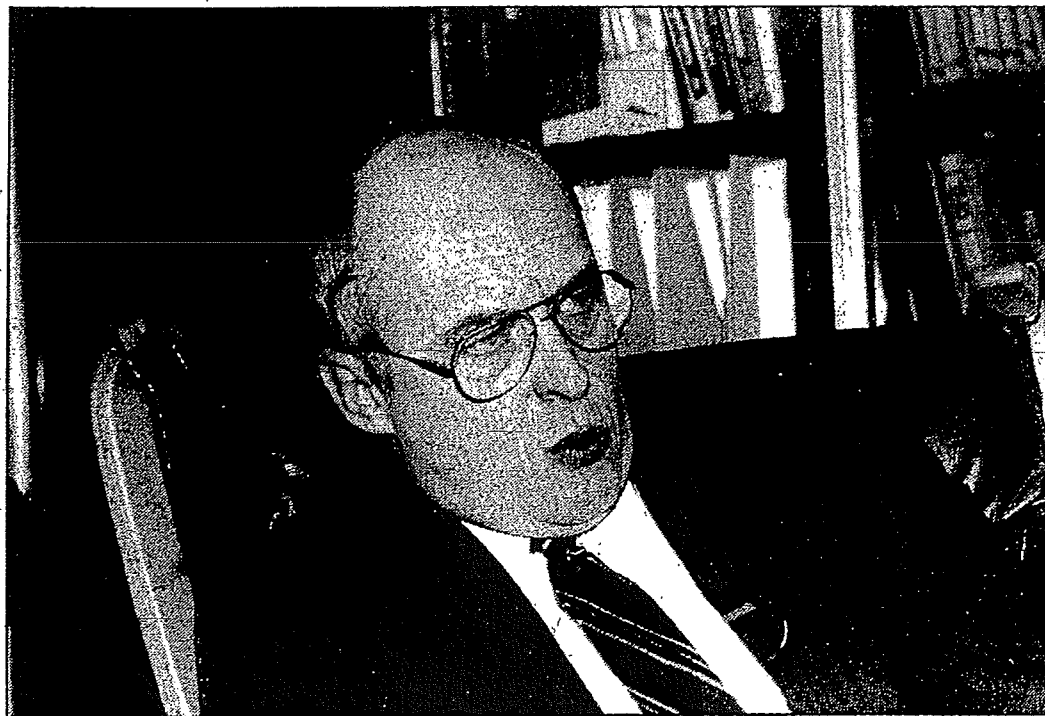
"LATINUS VOULAIT MA PEAU"

Le dossier de la milice néo-nazie WNP a déstabilisé la Sûreté de l'Etat. Christian Smets affirme qu'on a voulu le piéger parce que, au début des années '80, la Sûreté de l'Etat a enquêté, sans s'en rendre compte, sur des intérêts occultes trop puissants.

Libertés : Christian Smets, votre identité est révélée dans la presse en 1983, à la suite de la découverte par nos confrères du "Soir" et du "Morgen" de l'existence du Westland New Post, une structure de renseignements et d'action anticomuniste dirigée à l'époque par le "maréchal" néo-nazi, Paul Latinus. Au fil d'articles récurrents de certains journalistes et de l'avancement des enquêtes judiciaires sur le WNP pour constitution de milice privée et atteinte à la sécurité de l'Etat (vol de telex otan au QG des Forces armées belges à Evre), votre nom sera encore cité à plusieurs reprises.

On vous a notamment reproché certaines accointances, voire une forme de complicité avec Latinus. En clair, selon notamment certains agents de la Sûreté de l'Etat, tels MM. Kausse, Massart, Estievenart et Chevalier, qui travaillaient en concurrence avec vous sur l'affaire du WNP, ce n'est pas de l'infiltration que vous faisliez, mais vous vous serviez littéralement de cette milice afin -on l'a laissé en tous cas entendre- de monter des "coups tordus"...

Christian Smets : Ces accusations ne m'impressionnent pas. Comme le signalait déjà l'ex-ministre de la Justice Jean Gol au début de l'affaire du Westland New Post, les allégations contre ma personne proviennent essentiellement des membres du Westland New Post. Pour les produire, ceux-ci ont littérale-



Christian Smets: "J'ai été piégé par le chef du WNP"

© André Letroue

ment sabordé leur organisation, à partir d'août 1983, afin de révéler son existence à la justice et à la presse. Dans un tel cas, n'importe qui de quelque peu sensé s'interrogera sur la sincérité de tels témoignages. Par ailleurs, bien des récits produits par des anciens du WNP se sont écroulés lors de l'instruction de l'affaire. Ainsi, j'ai été conduit à participer à des confrontations avec certains de ces militants fascistes - principalement Barbier et Liberté devant le juge Lya, qui ont mis en lumière l'aspect ap-

proximatif de leurs témoignages.

Leur accusation principale consistait à avancer, en effet, que je m'étais servi d'eux pour monter des opérations. Il ont bien dû admettre devant le magistrat instructeur que les ordres qu'ils avaient reçus leur avaient toujours été donné par leur chef, Paul Latinus. Si ce dernier, leur faisait croire que je le dirigeais dans l'ombre, voire même qu'il y avait la CIA derrière tout cela, je n'en suis pas responsable.

En fait, je crois-qu'à partir

d'un certain moment de l'histoire du WNP, je suis devenu, à l'instigation de son chef, Paul Latinus, une cible à abattre. Latinus était persuadé que c'était moi qui l'avait dénoncé au journal *Pour* (ndlr : en janvier 1981, cet hebdomadaire publie plusieurs pages dénonçant l'infiltration de Latinus dans divers mouvements progressistes). En conséquence, pour m'être piégé, il a monté en épouvantail les faits les plus "spectaculaires" de mon travail de renseignements sur son organisation.

A propos de vos relations

avec Latinus, nous disposons de l'un de vos interrogatoires devant un juge d'instruction dans lequel vous avez traité cet informateur rémunéré de la Sûreté de l'Etat, en utilisant "la carte de l'amitié personnelle". Par ailleurs, vous avez aussi donné des cours de filature au WNP...

En ce qui concerne mon amitié présumée avec Latinus, précisons d'abord que je ne suis pas à la base du recrutement

... Cette personne au sein de la Sûreté de l'Etat (ndlr : celui-ci a été recruté par le supérieur hiérarchique de Smets à l'ique, à savoir le commissaire Massart, agissant lui-même sur recommandation de Robert Thomas, responsable des services de sécurité de la CEE).

Ensuite, il faut tout de même pas jouer aux enfants de chœur. S'il l'on veut obtenir des informations, un lien doit inévitablement se créer entre un traitant et sa source. De plus, lorsque Latinus est arrivé dans mon réseau d'informateurs, il n'ignorait pas que je ne partageais pas ses idées. Car contrairement à ce qu'on a dit, ci et là, le "canard" n'est ni raciste, ni facho, ni que sais-je encore. En conséquence, la seule manière de travailler avec Latinus, était d'établir un certain lien de cordialité. En terme de service de renseignements, cela s'appelle de la manipulation. Peut-on me reprocher cela? De même, lorsqu'on me dit que les militants du WNP m'ont accusé de toutes sortes de magouilles parce qu'ils se sont sentis piégés, cela devrait plutôt faire plaisir à ma hiérarchie.

Enfin, mes contacts avec le WNP se limitent et j'insiste sur ce dernier mot aux deux côtés de surveillance et de filature que vous évoquez. La justice en a d'ailleurs retrouvé les notes. Celles-ci démontrent clairement qu'il s'agit de cours élémentaires. En effet, je m'étais fixé pour but de ne rien leur apporter qu'ils ne pouvaient déjà trouver sans moi, dans n'importe quel livre pour détective débutant.

Votre premier rapport écrit sur le Westland New Post a été rédigé en mars 1983, or l'équipe Kausse-Massart, qui vous accuse depuis de collusion avec la milice, avait déjà fait rapport dès la mi-1982. Par ailleurs, cette équipe concurrente a toujours affirmé que l'"infiltration" n'était pas une méthode utilisée en Belgique...

D'abord, il faut savoir que le leader du Westland New Post, Paul Latinus était remarquablement bien informé de ce qui était mis par écrit à la Sûreté de l'Etat. Dès lors, j'avais bien précisé à mes supérieurs hiérarchiques qu'il était hors de question que

mon travail sur le WNP fasse l'objet de rapports écrits, tant que l'affaire ne fut pas terminée. J'ai obtenu leur accord, parce qu'il en allait de ma sécurité personnelle. Ce n'est qu'à partir du 1er janvier 1983, alors que je n'étais plus placé sous le commandement de M. Massart (ndlr : que certains ont accusé de sympathie d'extrême-droite, notamment parce qu'on l'aurait souvent vu en compagnie du dirigeant de l'officine anticommuniste PIO, le major Bougerol) que j'ai accepté d'envisager de mettre mon enquête par écrit.

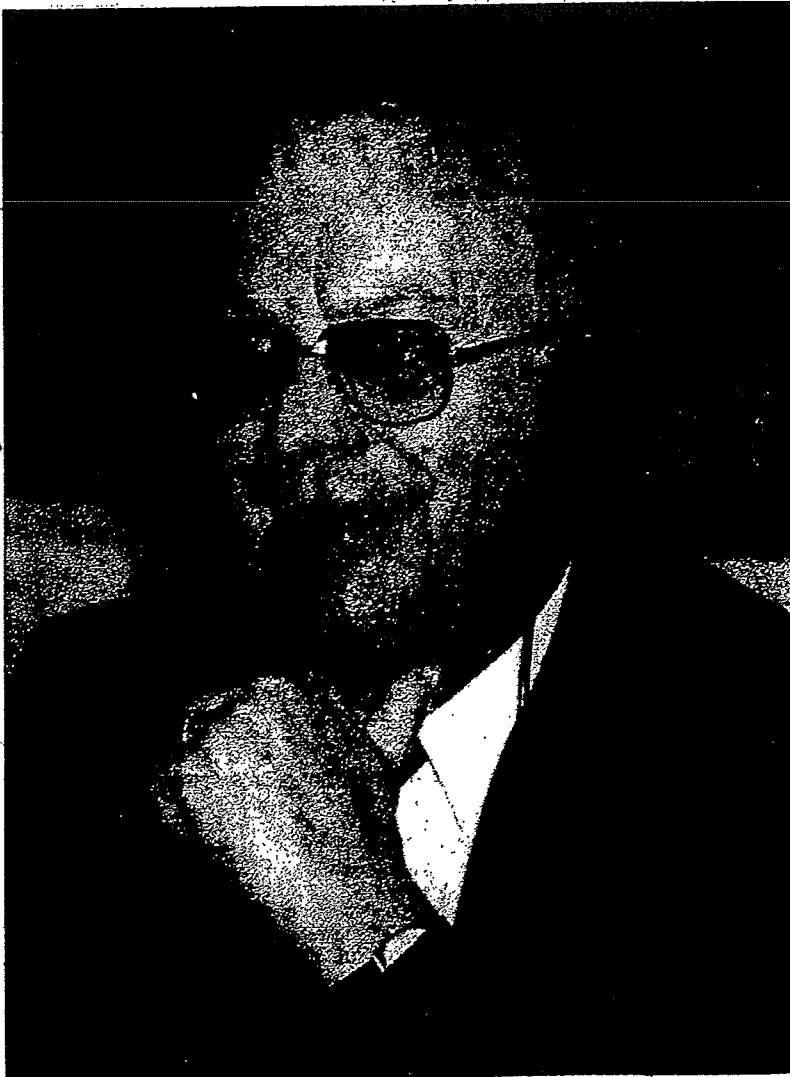
Vous me parlez aussi des rapports de l'équipe Kausse. A ce sujet, je tiens à signaler qu'un membre du service d'étude de la Sûreté de l'Etat les a examinés. Elle les a qualifiés de "creux et frag-

mentaires". Les résultats de cet examen, ont d'ailleurs, je crois, été communiqués au ministre de la justice. Enfin, si le travail d'infiltration est rare à la Sûreté de l'Etat, il n'est pas complètement ignoré, comme le prétendent MM. Kausse et Massart. On connaît en effet plusieurs cas d'infiltrations depuis l'après-guerre. De plus, il n'appartient à un commissaire, fut-ce M. Massart, de décider des méthodes à employer ou en tous cas à en juger à partir du moment où j'agissais sur ordre de supérieurs.

Reste, il est vrai, que le travail sur le WNP a été particulier. Mais cela s'est justifié par un certain contexte, motivé en grande partie par une "guerre des chefs" à la Sûreté. Que l'on regarde qui a reçu le grade de commissaire

en chef de la SE en 1979 (ndlr : M. Van Gorp) et qui a été évincé (ndlr : M. Massart) et l'on aura compris beaucoup de choses. Si j'ai été envoyé en "kamikase" dans le WNP, c'était aussi afin de démontrer que les équipes de M. Massart n'avaient pas de rendement suffisant. Ainsi, on peut se demander pour quelles raisons, ces équipes qui avaient repris la source Latinus, dès sa mutation pour Charleroi en 1980; ont attendu si longtemps, elles aussi, pour rendre compte de l'existence du WNP, tout en disposant des principaux informateurs potentiels sur la question. (ndlr : Paul Latinus, Michel Libert, Nicole Schollaert). N'était-ce pas eux les premiers informés de l'existence de l'organisation néo-nazie?

Tout au long de votre travail



Victor Massart, l'un des principaux accusateurs de Christian Smets.

sur le WNP, on vous trouve en compagnie de Jean-François Calmette. C'est notamment avec cette personne dont la fréquentation apparaît aujourd'hui bien encombrante que vous donnez les fameux "cours de filature" aux membres du WNP. Calmette, ancien de l'OAS (Organisation Armée Secrète) est également, selon certaines sources, un proche de Madani Bouhouche, l'ex-gendarme de la BSR de Bruxelles inculpé dans le cadre notamment de l'affaire Mendez, et soupçonné dans le dossier des tueries du Brabant. Calmette a aussi été très proche de Marcel Barbier, le militant du WNP condamné à perpétuité pour le meurtre "politique" d'un couple à Anderlecht en 1982. L'un des incendiaires du journal "Pour", Fernand Urbain, a, lui aussi, fréquenté la salle de cours d'arts martiaux animée par Calmette.

Il est assez difficile d'obtenir des informations sur un mouvement sans fréquenter des personnes qui en sont proches. Par ailleurs, je défie qui que ce soit de me trouver une relation avec un extrémiste après mon travail sur les mouvements subversifs pour le compte de la Sûreté de l'Etat. Enfin, je précise que j'ignorais totalement à l'époque qu'il existait quelque un en Belgique qui s'appelaient Madani Bouhouche.

Votre version de l'affaire du WNP réduit ce dossier qui a destabilisé la Sûreté de l'Etat à des conflits de bureaux et à une vengeance de militants fascistes déçus parce que trop bien manipulés. C'est un peu court...

C'est vrai. Ici je citerai donc les propos d'un de mes supérieurs hiérarchiques après le scandale du WNP. Celui-ci disait : "on a touché quelque chose d'énorme, on a voulu nous stopper". D'une manière plus générale, j'étais aussi une cible pour l'extrême-droite parce qu'avec certains collègues, nous touchions à certains intérêts occultes. Il est possible que sans le savoir nous ayons approché des gens dont a parlé le substitut Godaille, il y a quelques jours, lors du procès de Bonvoisin-PDG, au tribunal correctionnel (ndlr : voir en page 5)

Entretien : Michel BOUFFIOUX.

"Ce Sûret"

"Il est po savoir, et trême-drc ché des dont nou tance. Le de l'Etat i sur les commun, limiter ai clarés si En con n'avions certain jourd'hui, nous av rangé les substitut Déclarati Christian qui l'on de mani les révé de l'Etat voisin. El momèn fraude f PDG uni coullisse une nou le tribun Bruxellé substi commen sième a



Madani Bouhouche

"Intérêts occultes"

UNE MAFIA EN BELGIQUE?

"Certains ont mis en place une tactique systématique pour détourner vers la Sûreté de l'Etat, l'attention portée par la justice sur des gens qui se livraient à des activités délictueuses".

"Il est possible que, sans le savoir, en travaillant sur l'extrême-droite, nous ayons touché des intérêts occultes dont nous ignorions l'importance. Le travail de la Sûreté de l'Etat ne pouvant déborder sur les affaires de droit commun, nous devons nous limiter aux mouvements déclarés subversifs par la loi. En conséquence, nous n'avons pas conscience de certaines réalités. Aujourd'hui, je comprends que nous avons sans doute dérangé les gens dont parle le substitut Godbille".

Déclarations importantes de Christian Smets, l'homme à qui l'on a attribué une peu de manière exagérée, dit-il, les révélations de la Sûreté de l'Etat sur l'affaire de Bonvoisin. Elles arrivent aussi au moment où l'affaire de fraude fiscale concernant PDG une société dirigée en coulisse par le baron prend une nouvelle tournure devant le tribunal correctionnel de Bruxelles. Pour rappel, le substitut Godbille a commenté lors de la troisième audience de ce pro-

cès, la semaine dernière, un schéma complexe représentant les sociétés commerciales douteuses regroupées autour de PDG. Le substitut Godbille a utilisé à propos de ce magmat de sociétés, l'expression de "mouvance". Mais dans son long réquisitoire, il a aussi été question de "trafic d'armes", de "trafic de drogue", de "blanchiment d'argent sale" et du "milieu".

Dans cette "mouvance" apparaissent également des noms très connus de la justice. Des personnes qui étaient déjà citées dans le dossier de fraude fiscale qui a valu à l'ancien premier ministre Paul Vanden-Boeynants dont de Bonvoisin fut l'un des conseillers une condamnation en 1986. Des personnes impliquées dans le "crash" du Crédit Commercial et Financier de Richard Van Wijck, l'ancien président d'un mystérieux "Ordre du Rouvre".

Des personnes citées aussi dans la non moins mystérieuse affaire des "avions renifleurs", dont un limier hors-pair nous disait, il y a déjà de nombreux mois : "si vous cherchez les mobiles des tueries du Brabant, commencez par comprendre ceux de cette gigantesque escroquerie".

A propos des tueries, justement, quelle surprise de voir apparaître dans la "mouvance", l'ex-membre du Service Général de Renseignements, Claude Dery. L'homme qui reconverti en expert en balistique dans les années '80 sera utilisé à plusieurs reprises dans le cadre des enquêtes sur les tueries du Brabant. Ainsi, en 1983,

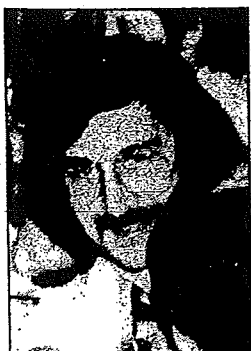


Que cachent les relations financières du baron de Bonvoisin?
© JEAN HONNERS / ISO PRESS

qui est appelé à la rescousse pour l'expertise. Ses conclusions seront beaucoup plus radicales que celles de deux autres experts qui effectueront le même travail : la culasse a servi à tirer les deux séries de projectiles découverts après des agressions liées aux tueries du Brabant (attaque de l'armurier Dekaize en septembre 1982 et tueries d'Overijse et de Braine-l'Alleud en septembre 1985). Ce rapport entraînera un ajournement du procès de la "filière boraine", avant d'être lui aussi mis en cause...

Claude Dery, le major Bouge-rot et son officine de renseignements PIO, Karel de Lombaerde, mentor du WNP, le garagiste Dehaut impliqué dans l'attentat contre le major Vernailien qui, en 1981, enquêtait sur une affaire de drogue encombrante pour la gendarmerie et peut-être certaines personnalités de la "mouvance", la liste est longue des noms cités par le substitut Godbille. Et il en sera peut-être encore question aujourd'hui, devant la 49ème chambre du tribunal correctionnel.

M.B.F.



Madani Bouhouche © ISO PRESS

Demain dans "Libertés": la suite de notre entretien avec le "canard" et des révélations sur l'incendie du journal "Pour".

est Claude Dery qui, expertisant un Ruger ayant appartenu à Michel Cocu, confortera les thèses du parquet de Nivelles sur la culpabilité des membres de la "filière boraine" en ce qui concerne les sanglantes attaques du Colruyt de Hal et du Delhaize de Genval. Plus tard, un autre rapport, cette fois du Bundeskriminalamt de Wiesbaden qui restera 9 mois dans le tiroir d'un juge d'instruction détruira complètement les conclusions de Dery... Tandis que les membres de la "filière boraine" seront acquittés par la cour d'assises de

Mons. C'est cependant encore l'expert en balistique Claude Dery qui sera appelé, en janvier 1986, à la suite du meurtre de Juan Mendez, l'ingénieur de la FN, ex-ami de l'ancien gendarme de la BSR de Bruxelles, Madani Bouhouche. Deux ans plus tard, les enquêteurs trouvent chez Mme Bouhouche, un GP 9 mm caché dans la sauce bolognaise. L'épouse de l'ancien gendarme prétend que l'arme lui a été remise par son ex-collègue Robert Beijer, pour faire évader Bouhouche. C'est toujours Claude Dery